

Balance commerciale de Tunisie : Historique et interdépendances

Habib TOUHAMI

Un épais brouillard formé de commentaires hâtifs et d'exégèses approximatives empêche de voir clair dans les vraies raisons du déficit la balance commerciale de Tunisie. Au cours des derniers mois, le débat sur ce déficit occupa les devants de la scène médiatique et politique sans que l'on procède à une analyse rigoureuse des données statistiques et sans que l'on mette en perspective l'évolution à long terme des échanges commerciaux du pays avec l'extérieur. Certains commentaires ont incriminé la baisse de la production minière, d'autres le déficit de la balance énergétique ou celui de la balance agricole et alimentaire. Malgré tout, le débat ignore l'essentiel, c'est-à-dire les origines endémiques et structurelles du déficit de la balance commerciale.

A dire vrai, le déficit de la balance commerciale de Tunisie n'est ni une nouveauté, ni même un accident. Certes il atteint fin 2014 un niveau jamais connu jusque-là, -13633 MD, contre -11808 MD en 2012 et -8209 MD en 2010. Mais en termes de taux de couverture des importations par les exportations, la Tunisie a connu pire par le passé, y compris lors d'une décennie que beaucoup tiennent aujourd'hui encore pour l'âge d'or de l'économie tunisienne. Entre 1950 et 1955 (les dernières années du Protectorat), le taux de couverture s'est situé entre 77,3% en 1950 et 59,1% en 1955. Entre 1956 et 1961, il a varié entre 57,8% et 52,4%. Entre 1962 et 2014, le taux de couverture n'est allé au-delà de 80% qu'une seule fois (81,4% en 1974 suite au premier choc pétrolier), pour baisser tout de suite après (60,3% en 1975) signifiant de la sorte que les conditions climatiques, la cyclothymie des prix internationaux et les variations de la valeur de la monnaie nationale ne constituent qu'une partie du problème.

Commerce extérieur de Tunisie en 1000 dinars, source BCT

Années	Export	Import CAF	Solde FOB	Taux de couverture
1950	39826	51533	-11707	77,3%
1951	37907	63819	-25912	59,4%
1952	40180	64879	-24699	61,9%
1953	39103	60121	-21018	65,0%
1954	44477	59268	-14791	75,0%
1955	37388	63276	-25888	59,1%
1956	39297	68000	-28703	57,8%
1957	59187	63352	-4165	93,4%
1958	64405	64886	-481	99,3%
1959	59585	64202	-4617	92,8%
1960	50267	80092	-29825	62,8%
1961	46344	88447	-42103	52,4%

Solde commercial en MD

Année	Importations CAF	Exportations FOB	Solde	Taux de couverture
1962	48,7	90,9	-42,2	53,6%
1963	52,9	93,7	-40,8	56,5%
1964	57,3	110,8	-53,5	51,7%
1965	62,9	129,1	-66,2	48,7%
1966	73,7	131,2	-57,5	56,2%
1967	78,4	137,1	-58,7	57,2%
1968	82,9	114,5	-31,6	72,4%
1969	86,9	139,8	-52,9	62,2%
1970	95,8	160,4	-64,6	59,7%
1971	113,3	179,9	-66,6	63,0%
1972	150,3	222,2	-71,9	67,6%
1973	168,6	265,9	-97,3	63,4%
1974	397,7	488,7	-91,0	81,4%
1975	345,6	572,8	-227,2	60,3%
1976	338,3	656,7	-318,4	51,5%
1977	398,2	782,5	-384,3	50,9%
1978	468,4	899,7	-431,3	52,1%
1979	726,7	1156,8	-430,1	62,8%
1980	904,8	1428,4	-523,6	63,3%
1981	1233,0	1867,0	-634,0	66,0%
1982	1169,4	2002,0	-832,6	58,4%
1983	1280,5	2106,4	-825,9	60,8%
1984	1399,1	2508,9	-1109,8	55,8%
1985	1443,0	2287,0	-844,0	63,1%
1986	1403,7	2303,7	-900,0	60,9%
1987	1771,2	2509,5	-738,3	70,6%
1988	2055,5	3167,0	-1111,5	64,9%
1989	2782,0	4163,6	-1381,6	66,8%
1990	3087,4	4826,8	-1739,4	64,0%
1991	3417,1	4788,9	-1371,8	71,4%
1992	3549,7	5688,8	-2139,1	62,4%
1993	3760,0	6172,1	-2412,1	60,9%
1994	4696,6	6647,3	-1950,7	70,7%
1995	5172,9	7464,1	-2291,2	69,3%
1996	5372,0	7498,8	-2126,8	71,6%
1997	6147,9	8793,5	-2645,6	69,9%
1998	6518,3	9489,5	-2971,2	68,7%
1999	6966,9	10070,5	-3103,6	69,2%
2000	8004,8	11738,0	-3733,2	68,2%
2001	9536,2	13697,3	-4161,1	69,6%
2002	9748,6	13510,9	-3762,3	72,2%
2003	10342,6	14038,9	-3696,3	73,7%
2004	12054,9	15960,3	-3905,4	75,5%
2005	13793,6	17291,5	-3497,9	79,8%
2006	15558,1	20003,5	-4445,4	77,8%
2007	19409,6	24437,3	-5027,7	79,4%
2008	23637,0	30241,2	-6604,2	78,2%
2009	19469,2	25877,6	-6408,4	75,2%
2010	23519,0	31817,1	-8298,1	73,9%
2011	25091,9	33695,4	-8603,5	74,5%
2012	26547,7	38178,0	-11630,3	69,5%
2013	27701,2	39509,4	-11808,2	70,1%
2014	28407,2	42040,2	-13633,0	67,6%

Taux de couverture : rapport en% entre les exportations FOB et les importations CAF. Un taux supérieur à 100% signifie que le pays exporte plus qu'il n'importe, d'où des excédents commerciaux et une plus grande marge de manœuvre dans la conduite de la politique économique et financière. Un taux inférieur à 100% signifie que le pays importe plus qu'il n'exporte d'où un déficit de la balance commerciale et la réduction de cette marge.

Si on découpe l'historique de la balance commerciale de Tunisie indépendante selon la nature de la politique économique suivie, on constate qu'entre 1956 et 1961 (période d'avant Plan, sans orientation idéologique particulière), le taux de couverture des importations par les exportations a varié entre 52,4% en 1961 et 99,3% en 1958. Mais il ne faut pas s'y tromper : les taux de 1957, 1958 et 1959 (tous supérieurs à 90%) indiquent moins la bonne santé de l'économie tunisienne que l'impact dû à une limitation drastique des importations (les biens de consommation courante notamment).

Entre 1962 et 1969 (période dite de planification socialiste), le taux de couverture a varié entre 48,7% en 1965 et 72,4% en 1968 résultant pour ce qui est de l'année 1965 de très mauvaises conditions climatiques d'une part, de la dévaluation de la monnaie de 25% à partir du 4^{ème} trimestre 1964 d'autre part. Au cours de cette période, la production agricole souffrit très gravement d'une sécheresse prolongée dont la durée dépassa largement celle prévue par la théorie des cycles. Malgré tout, le taux de couverture moyen se situa à 57,3%.

Bien que bénéficiant de conditions climatiques beaucoup plus favorables et de l'évolution positive des termes de l'échange (*les termes de l'échange sont le rapport entre l'indice du prix des exportations et celui des importations, indices exprimés selon une même année de base*), les années 1970-1979 (libéralisme économique teinté de dirigisme) n'ont pas enregistré le taux de couverture que l'on pouvait attendre (68% en moyenne), celui-ci variant entre 50,9% en 1977 (son niveau le plus bas) et 81,4% en 1974 (son niveau le plus élevé).

Entre 1980-2014, le taux de couverture oscilla entre 55,8% en 1984 (son niveau le plus bas) et 79,8% en 2005 (son niveau le plus élevé). Au cours des années 1980-1986, la Tunisie connut sa première expérience de stagflation que d'aucuns imputent, encore aujourd'hui, aux seules augmentations de salaires. L'instauration du PAS en 1986 s'accompagna d'une dévaluation du dinar dont l'impact positif sur le déficit de la balance commerciale ne s'avéra, en fin de compte, ni significatif, ni durable. A partir de 2000, le déficit commercial dû supporter la charge grandissante du déficit de la balance énergétique. Cette charge bien que lourde, reste, encore aujourd'hui, moins dévastatrice en comparaison avec celle générée par l'accroissement sensible des importations de produits semi-finis nécessaires à la production et à l'exportation.

Tel est, résumé, l'historique du commerce extérieur de Tunisie. En dépit de l'évolution générale de l'économie tunisienne et de la modification quantitative et structurelle de sa production et de ses échanges avec l'extérieur, les variations brutales des prix internationaux et la conjoncture continuent à peser exagérément sur le déficit de la balance commerciale. Cela situe d'autant le degré de fragilité de l'économie tunisienne. Cependant, rien de sérieux ne peut être conclu si l'on ne distingue pas dans le déficit de la balance commerciale ce qui revient à la conjoncture (pluviométrie, conditions naturelles, variation des prix internationaux, climat politique et social, etc.) de ce qui revient au structurel (allocation des ressources, investissement, choix industriels, VA, productivité, etc.)

Solde commercial par produit et par secteur d'activité

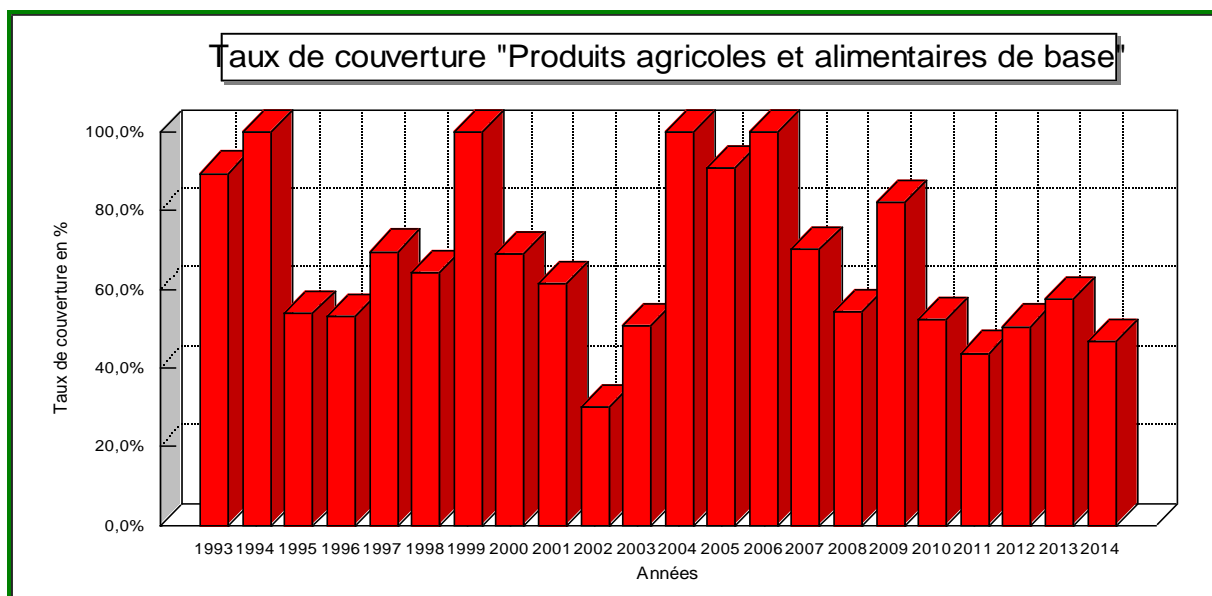
L'Institut National de la Statistique (INS) publie l'état du commerce extérieur sous deux angles : les échanges par type d'utilisation et les échanges par groupement sectoriel d'activité. Les deux approches donnent des indications précieuses quant à l'évolution quantitative et structurelle des échanges extérieurs et par voie de conséquence sur l'évolution du processus de développement lui-même.

S'agissant des échanges par type d'utilisation, l'INS identifie 6 groupes de produits.

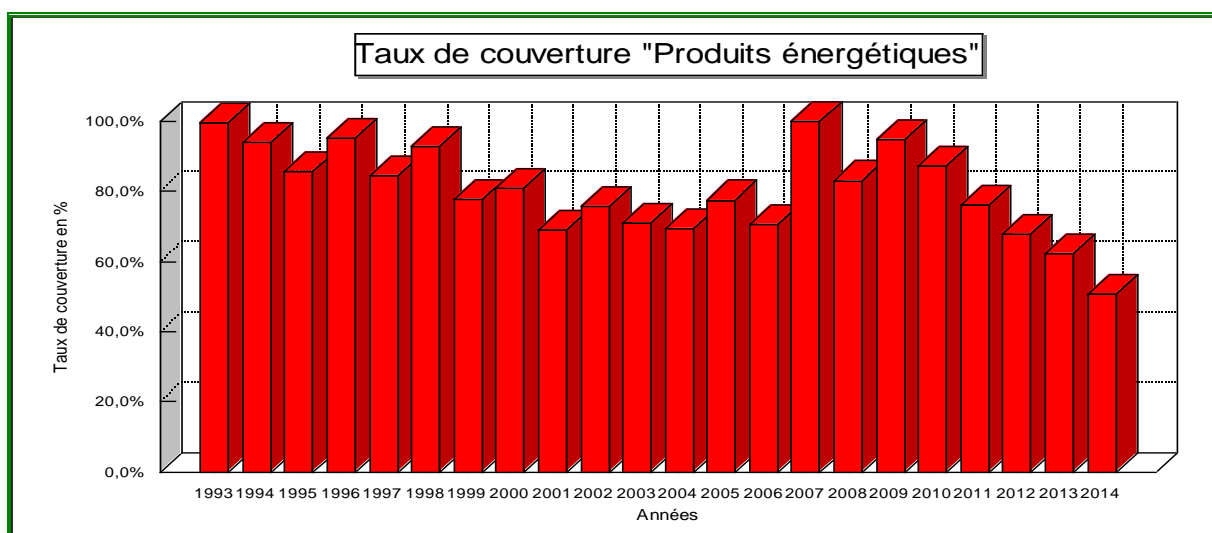
1. Groupe « Produits agricoles et alimentaires de base » : il comprend les produits stratégiques tels que les céréales à l'importation et l'huile d'olives à l'exportation. Les produits non stratégiques sont classés dans le groupe des produits de consommation.
2. Groupe « Produits énergétiques » : il comprend tous les produits pétroliers y compris les huiles de graissage et les lubrifiants, le gaz naturel, les combustibles solides ainsi que l'électricité (importée d'Algérie).
3. Groupe « Produits miniers et phosphatés » : il comprend tous les minerais y compris le phosphate et les dérivés chimiques phosphatés.
4. Groupe « Produits intermédiaires » : il comprend les matières premières et demi-produits (tels qu'ils sont définis dans la classification par groupement de marchandise) auxquels on soustrait les minerais, le phosphate et dérivés phosphatés et on ajoute les tissus et articles de confection découpés.
5. Groupe « Produits d'équipement » : il comprend les biens d'équipement (tels qu'ils sont définis dans la classification par groupement de marchandise) auxquels on ajoute les voitures particulières, les cycles et motocycles.
6. Groupe « Produits de consommation » : il comprend les biens de consommation (tels qu'ils sont définis dans la classification par groupement de marchandise) auxquels on ajoute les produits alimentaires non stratégiques et on soustrait les tissus et articles découpés, les voitures et les cycles et motocycles.

Les données fournies par l'INS concernant la balance commerciale des produits agricoles et alimentaires de base montrent que celle-ci a été déficitaire entre 1993 et 2014 sauf pour les années 1994, 1999, 2004 et 2006 correspondant à de bonnes conditions climatiques. Toutefois, il faut tenir d'« un effet de retard » entre production et exportation pour une année donnée dans la mesure où la production d'huile d'olive d'une année t par exemple peut être portée au niveau de l'exportation au crédit de l'année $t+1$, voire aux années suivantes selon l'écoulement des stocks.

En ce qui concerne plus précisément la période 2011-2014, on constate que le déficit de la balance des produits agricoles alimentaires n'a pas connu des variations sensibles enregistrant respectivement les déficits annuels suivants : -1263,8 MD ; -1151,1 MD ; -1071,0 MD ; -1301,0 MD. Comparés au déficit de 2010 ; -1145,1 MD, les déficits de la balance des produits agricoles et alimentaires lors de la période indiquée ne s'écartent pas trop de l'ordinaire en moyenne, en raison de l'impact dominant de la pluviométrie et des conditions naturelles.

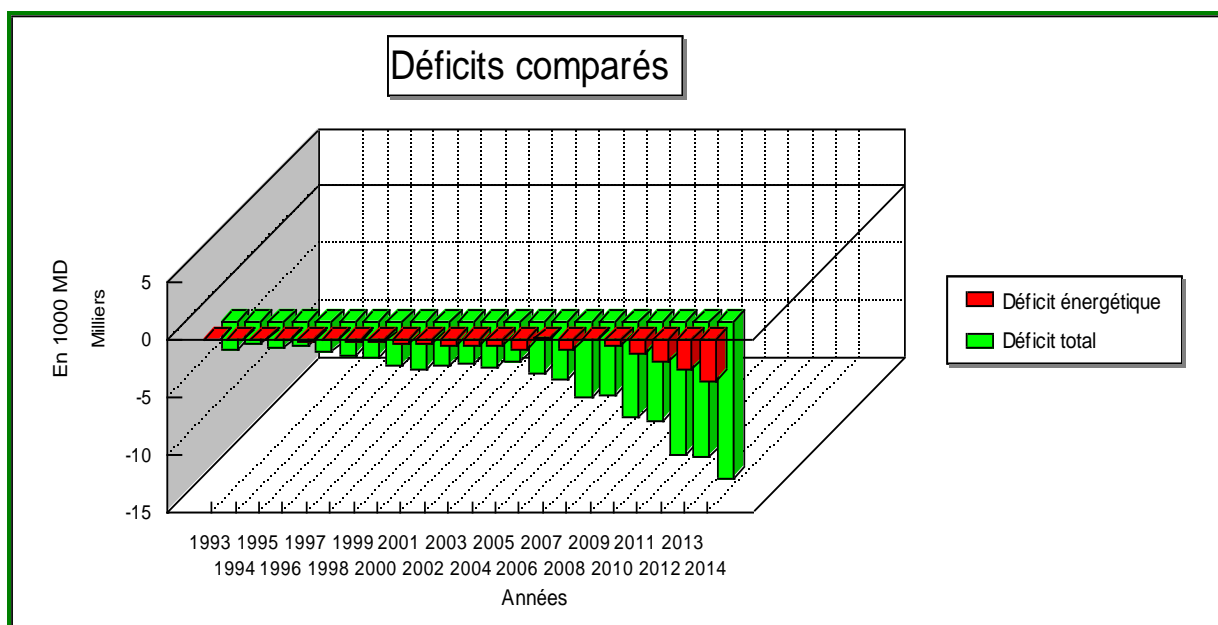


La balance énergétique, excédentaire en 1992 (141,3 MD), a franchi à partir de 1993 un palier enregistrant pour la première fois depuis longtemps un déficit de 22,9 MD. Seule l'année 2007 a été marquée par une augmentation sensible des exportations (55,5% contre 14,8% l'année précédente) et un fléchissement des importations (5% contre 26,1% l'année précédente). Certes, le taux de couverture des importations énergétiques par les exportations énergétiques a oscillé au cours de la période 1993-2010 entre 99,6% en 1993 et 68,9% en 2001, mais sa baisse ne s'est réellement aggravée que lors des deux dernières années avec 62,1% en 2013 et 50,7% en 2014.



En 2014, le déficit de la balance énergétique a pesé pour 26,7% dans le déficit global de la balance commerciale tunisienne contre 21,8% une année auparavant. Entre 1993 et 1999, le poids du déficit énergétique dans le déficit global de la balance commerciale est resté « raisonnable », soit 2,3% en moyenne. Il a franchi un palier marquant entre 2000 et 2011, soit 9,1% en moyenne. En 2011, il atteignit 13,4% contre 16,8% en 2012 ;

21,8% en 2013 et 26,7% en 2014. Toutefois l'aggravation du déficit de la balance énergétique en 2014 semble plus impactée par l'évolution des volumes que par celle des valeurs. En effet la baisse de la production nationale de pétrole brut (-12% à fin septembre 2014 par rapport à la même période de 2013) a entraîné l'augmentation de 39% des importations de pétrole brut au cours des 11 premiers mois de 2014 par rapport aux 11 premiers mois de 2013 et une diminution de 267,7 MD des exportations. Aussi l'effet négatif des volumes sur la balance énergétique est-il estimé par la BCT au cours de la même période à près de 694,8 MD contre 411,4 MD pour l'effet prix et 106,1 pour l'effet change.



Concernant l'impact de la dépréciation du dinar, la BCT note que l'effet de change a amplifié la valeur des importations de 216,9 MD au cours des 11 premiers mois de 2014 contre 110,8 MD pour les exportations, soit un effet négatif sur la balance énergétique de près de 106,1 MD. Toujours d'après la BCT, l'effet négatif de la dépréciation du dinar a occasionné un effet négatif de 56,4 MD sur la balance énergétique. Quant à la baisse des prix du pétrole brut, la BCT estime qu'elle « n'a eu qu'un impact limité sur l'évolution des importations puisque les achats de pétrole brut ne représentent que 20% du total des importations des produits énergétiques, alors que le gaz naturel dont le prix n'a subi au cours des 2 derniers mois qu'une légère baisse représente 31% du total des importations des produits énergétiques. Le reliquat (49%) représente des produits raffinés de pétroles dont les prix n'ont pas subi des grandes variations».

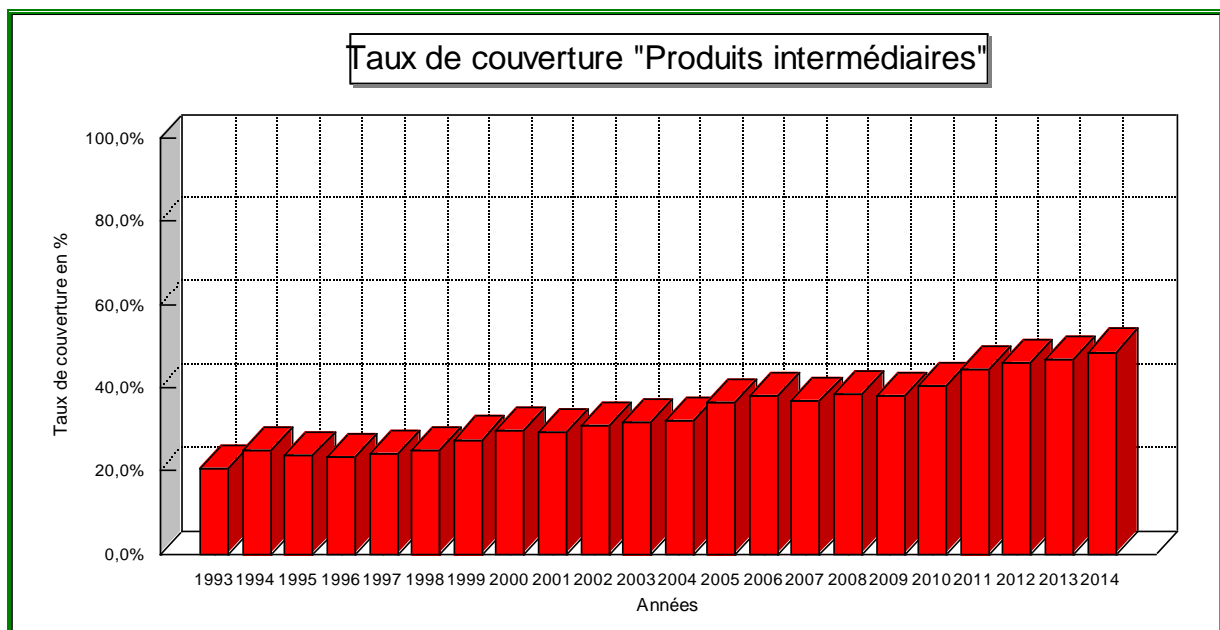
Variation du commerce extérieur d'énergie en MD

Période	Exportations				Importations				Solde			
	Effet volume (1)	Effet prix (2)	Effet change (3)	Variation totale (1+2+3)	Effet volume (1)	Effet Prix (2)	Effet change (2)	Variation totale (1+2+3)	Effet volume (1)	Effet prix (2)	Effet change (3)	Variation totale (1+2+3)
9 mois 2014	-251,2	-221,7	-51,9	-420,9	275,8	227,0	101,6	604,4	-526,9	-448,6	-49,7	-1025,3
11 mois 2014	-267,7	-290,5	110,8	-447,4	427,1	120,9	216,9	764,9	-694,8	-411,4	-106,1	-1212,3
2 derniers mois 2014	-16,6	-68,8	58,9	-26,5	151,3	-106,1	115,3	160,5	-167,8	37,2	-56,4	-187,0

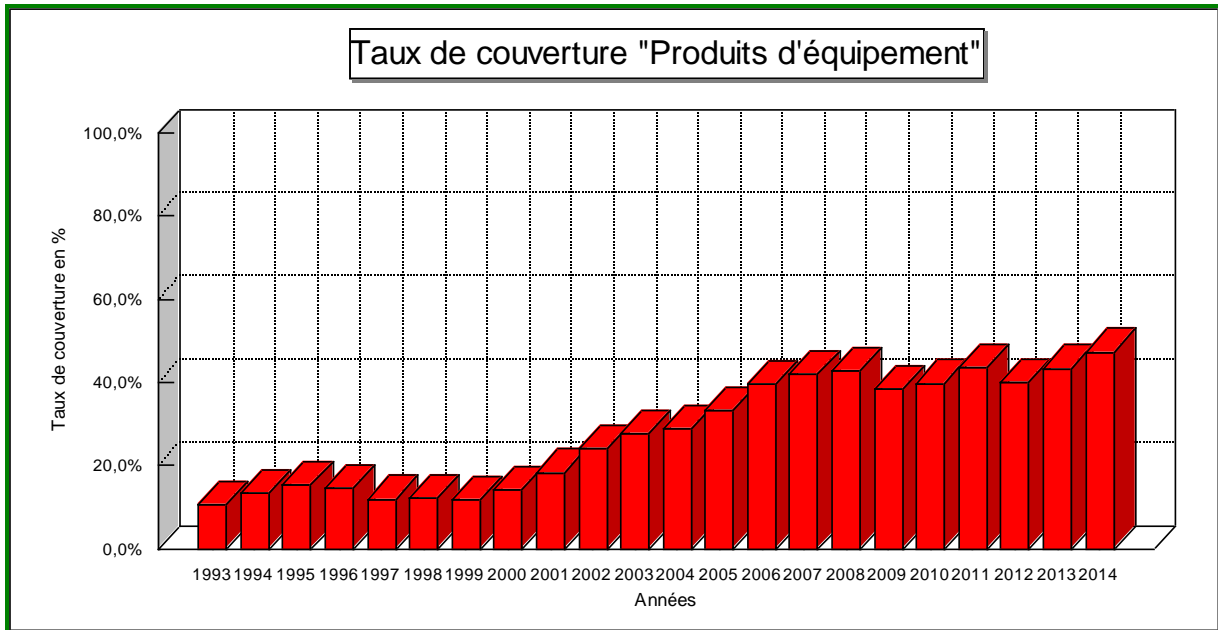
Source : BCT

Quoi qu'il en soit, le déficit cumulé des balances des produits agricoles et alimentaires et des produits énergétiques est loin de se comparer au déficit cumulé des balances des produits intermédiaires et des produits équipement.

Le déficit de la balance des produits intermédiaires a atteint 7590,4 MD en 2014 contre 1301,4 MD pour la balance des produits agricoles et alimentaire de base et 3640,1 MD de déficit pour la balance des produits énergétiques. Le déficit de la balance des produits intermédiaires s'était élevé à 4730,6 MD en 2004 progressant, comparativement, plus rapidement par la suite. En fait, il se situait déjà à 7454,1 MD en 2010, bien avant les événements que l'on sait. Malgré tout, le taux de couverture des produits intermédiaires s'est amélioré entre 2011 et 2014.



Le déficit de la balance des produits d'équipement a atteint pour sa part 5984,8 MD en 2014, ce qui le situe au second rang des produits les plus déficitaires, après les produits intermédiaires, mais loin des déficits des produits énergétiques et produits agricoles et alimentaires de base. En fait, le taux de couverture des produits d'équipement ne cesse de s'améliorer entre 1993 et 2014 à l'exception des années 2009, 2012 et 2013.



Deux remarques sont à faire à ce stade. La première est que le déficit de la balance énergétique s'est déclaré pour la première fois en 1993 fluctuant par la suite quant à son niveau en fonction de la production et de la consommation d'une part, des prix internationaux d'autre part. La seconde est qu'il est loin de constituer comme on le répète à tort l'origine première du déficit commercial du pays pris dans sa globalité.

Tableau récapitulatif, solde en MD (source BCT)

	2011		2012		2013		2014	
	Solde	Taux de couverture	Solde	Taux de couverture	Solde	Taux de couverture	Solde	Taux de couverture
Produis agricoles et alimentaires de base	-1263,8	43,7%	-1151,1	50,5%	-1071,0	57,5%	-1301,0	46,7%
Produis énergétiques	-1149,9	76,0%	-1954,2	69,5%	-2568,8	62,1%	-3639,5	50,7%
Produis miniers et phosphates	624,1	192,3%	685,6	171,1%	773,5	187,5%	684,9	173,5%
Autres produits intermédiaires	-7503,8	44,4%	-7294,9	46,1%	-7431,9	46,6%	-7590,4	48,5%
Produits d'équipement	-5024,9	43,4%	-6294,7	40,0%	-5915,8	43,3%	-5984,8	47,3%
Autres produits de consommation	5708,3	258,8%	4374,6	198,1%	4406,3	188,7%	4203,3	180,8%
Ensemble	-8610,0	74,5%	-11634,7	69,5%	-11807,7	70,1%	-13627,5	67,6%

Tableau général des échanges par produit

Solde en MD

	Agricoles et alimentaires	Energétiques	Equipement	Intermédiaires	Miniers et phosphates	Consommation	Ensemble
1993	-39,3	-1,7	-1538,9	-2204,7	227,3	1146,4	-2410,9
1994	9,6	-28,3	-1476,3	-2239,6	302,4	1483,6	-1948,6
1995	-314,2	-74,4	-1445,9	-2615,8	346,1	1813,1	-2291,1
1996	-240,7	-28,2	-1527,0	-2670,7	422,2	1917,5	-2126,9
1997	-200,7	-103,9	-1994,0	-2962,7	462,8	2162,9	-2635,6
1998	-235,7	-32,9	-2220,9	-3366,7	514,1	2380,7	-2961,4
1999	30,2	-143,8	-2700,7	-3183,5	525,7	2378,5	-3093,6
2000	-204,4	-230,6	-2965,1	-3354,6	478,4	2552,1	-3724,2
2001	-287,4	-395,7	-3069,7	-4108,5	528,4	3246,8	-4086,1
2002	-713,7	-291,1	-2659,5	-4030,3	505,7	3425,1	-3763,8
2003	-365,5	-423,6	-2617,0	-4196,5	367,2	3577,7	-3657,7
2004	51,0	-507,0	-2988,0	-4730,6	495,4	3773,7	-3905,5
2005	-86,0	-510,4	-2904,9	-4558,4	532,4	4033,1	-3494,2
2006	101,9	-840,7	-3155,8	-4873,6	585,8	3733,8	-4448,6
2007	-495,5	136,9	-3764,9	-6412,2	861,7	4628,7	-5045,3
2008	-1050,0	-833,9	-4155,2	-6961,9	1420,9	4978,6	-6601,5
2009	-215,7	-152,0	-4864,7	-6309,0	1133,0	4167,2	-6241,2
2010	-866,1	-483,4	-5704,6	-7454,1	1457,2	4909,5	-8141,5
2011	-1263,8	-1149,9	-5024,9	-7503,8	624,1	5708,3	-8610,0
2012	-1151,1	-2071,6	-6294,7	-7294,9	685,6	4398,5	-11728,2
2013	-1071,0	-2568,8	-5915,8	-7431,9	773,2	4406,3	-11808,0
2014	-1301,0	-3640,1	-5984,8	-7590,4	684,9	4203,3	-13628,1

(Tableau confectionné à partir des données mensuelles fournies par l'INS)

Commentaires :

1. Le déficit global de la balance commerciale par produit a commencé à dérapier à partir de 2010 pour exploser à partir de 2012.
2. Entre 2011 et 2014, le déficit de la balance des produits agricoles et alimentaires ne s'est pas aggravé au rythme des autres produits déficitaires.
3. Le déficit de la balance des produits intermédiaires est de loin le déficit le plus important.
4. Le déficit énergétique est le 3^{ème} dans l'ordre des déficits par produit après les produits intermédiaires et les produits d'équipement.
5. L'excédent de la balance des produits miniers et des phosphates a commencé à s'éroder à partir de 2011.

Tableau général des échanges par produit

Taux de couverture

	Agricoles et alimentaires	Energétiques	Equipement	Intermédiaires	Miniers et phosphates	Consommation	Ensemble
1993	89,3%	99,6%	10,7%	20,4%	277,3%	258,3%	60,9%
1994	102,1%	94,0%	13,5%	24,8%	290,1%	268,4%	70,7%
1995	53,8%	85,4%	15,5%	23,8%	293,2%	290,9%	69,3%
1996	52,9%	95,2%	14,4%	23,4%	319,1%	305,3%	71,6%
1997	69,5%	84,3%	11,9%	24,0%	323,5%	296,1%	69,9%
1998	64,3%	92,7%	12,1%	24,8%	373,7%	300,0%	68,7%
1999	105,8%	77,6%	11,9%	27,4%	381,3%	289,2%	69,2%
2000	68,9%	80,8%	14,1%	29,8%	301,4%	281,7%	68,2%
2001	61,2%	68,9%	18,3%	29,3%	323,3%	280,0%	69,6%
2002	30,0%	75,8%	24,1%	30,8%	330,7%	296,3%	72,2%
2003	50,8%	70,9%	27,5%	31,5%	215,2%	305,0%	73,7%
2004	105,4%	69,4%	28,8%	32,0%	234,1%	305,5%	75,5%
2005	90,7%	77,5%	33,2%	36,2%	226,4%	302,9%	79,8%
2006	109,3%	70,6%	39,5%	38,1%	230,8%	264,3%	77,8%
2007	70,1%	104,6%	42,0%	36,7%	276,9%	284,5%	79,4%
2008	54,2%	83,0%	42,7%	38,3%	182,1%	280,1%	78,2%
2009	82,0%	94,6%	38,2%	38,0%	314,9%	233,1%	75,2%
2010	52,2%	87,3%	39,8%	40,4%	307,8%	245,8%	73,9%
2011	43,7%	76,0%	43,4%	44,4%	192,3%	258,8%	74,5%
2012	50,5%	67,7%	40,0%	46,1%	171,1%	198,6%	69,5%
2013	57,5%	62,1%	43,3%	46,6%	187,4%	188,7%	70,1%
2014	46,7%	50,7%	47,3%	48,5%	173,5%	180,8%	67,6%

(Tableau confectionné à partir des données mensuelles fournies par l'INS)

Commentaires :

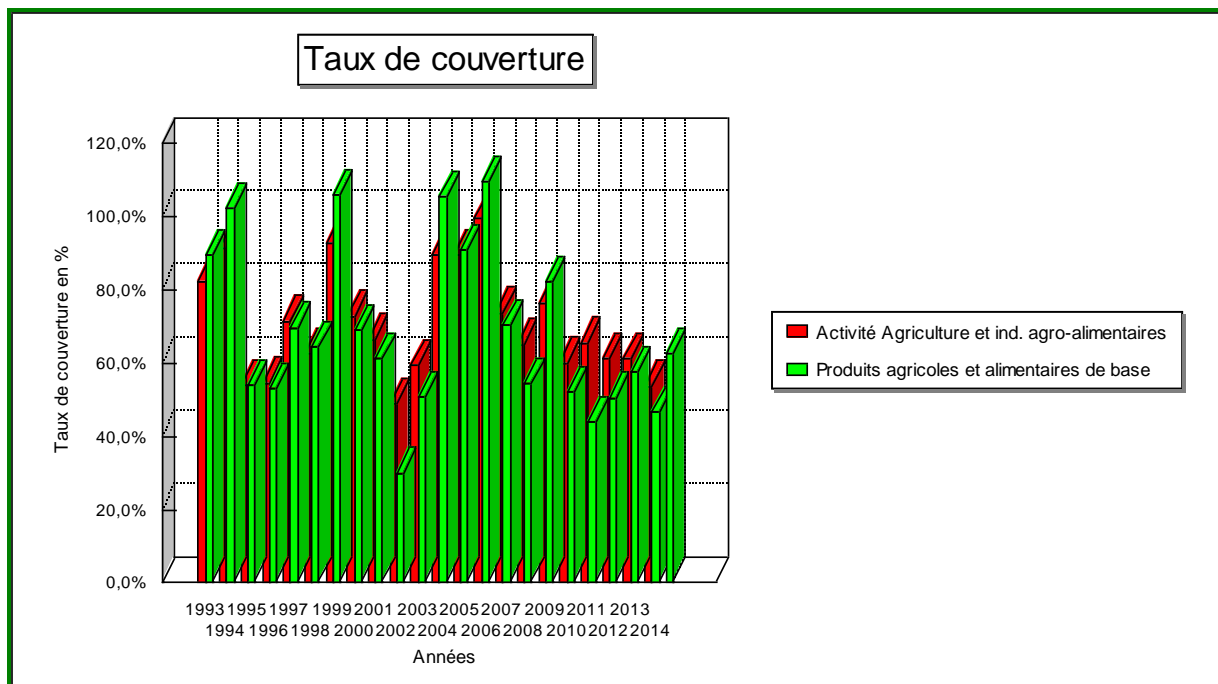
1. Si on considère que le taux de couverture des produits agricoles et alimentaires est « exogène » dans la mesure où le pays subit les variations des conditions climatiques, ce qui n'exclut en rien la révision de la politique agricole en direction d'une meilleure balance des échanges, et que la donne peut évoluer favorablement quant à la balance des produits énergétiques, il reste que l'amélioration sur le long terme du taux global de couverture nécessite que l'on agisse spécifiquement sur les produits intermédiaires et les produits d'équipement.
2. Dans l'ensemble, le taux de couverture des produits intermédiaires et des produits d'équipement s'est amélioré entre 1993 et 2014, mais il reste insuffisant eu égard aux poids respectifs de ces deux catégories dans le déficit global et le taux de couverture de l'ensemble.

La balance commerciale par groupe sectoriel d'activité intéresse le solde des échanges selon le regroupement d'utilisation des marchandises. Pour ce faire, l'INS identifie 6 secteurs d'activité :

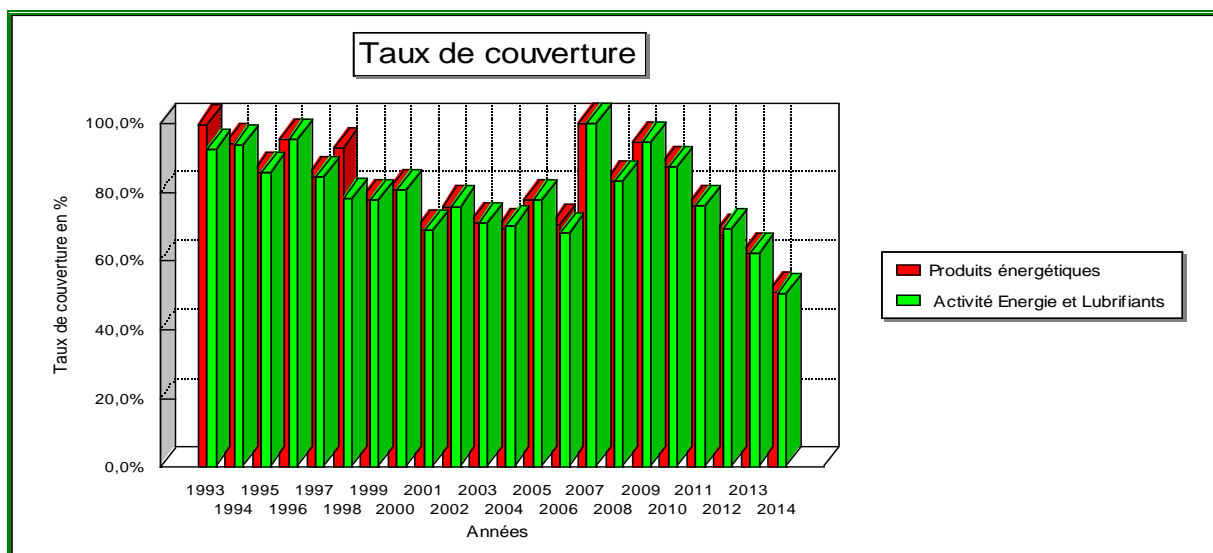
1. Agriculture et industries agro-alimentaires.
2. Energie et lubrifiants.
3. Mines, phosphates et dérivés.
4. Textiles, habillement et cuirs.
5. Industries mécaniques et électriques.
6. Autres industries manufacturières.

La subdivision des industries manufacturières en trois groupes (ITHC, IME, autres industries manufacturières) répond aux poids respectifs de ces groupes dans la production, le déficit de la balance commerciale et l'emploi, les ITHC accaparant, par exemple, plus de 40% de la population occupée dans les industries manufacturières et les IME jouant un rôle majeur dans les exportations du pays hors énergie.

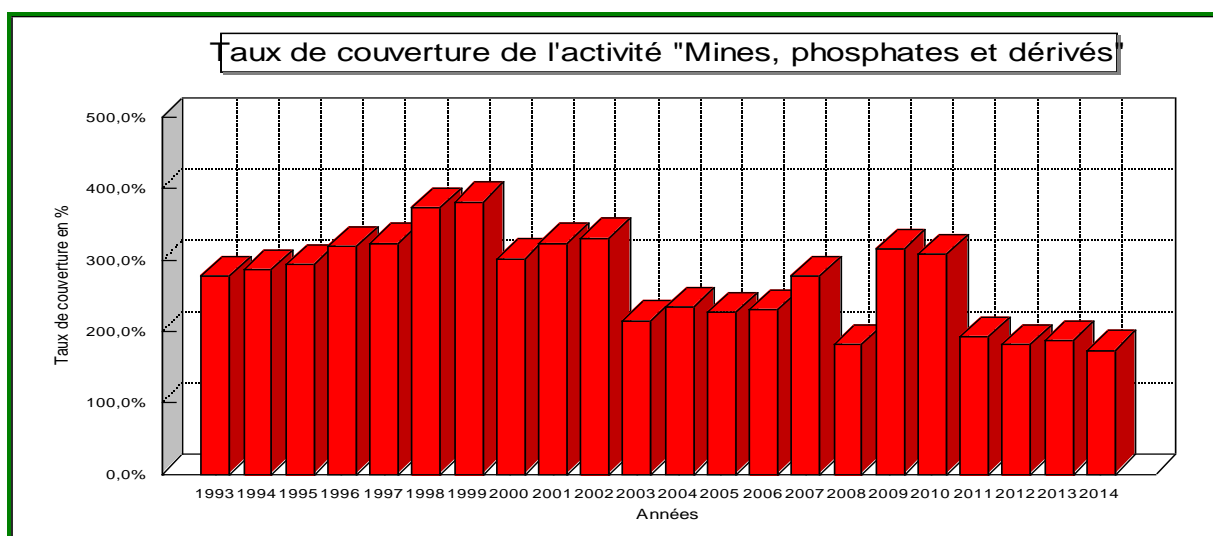
Sous l'angle du regroupement sectoriel d'activité, le solde de l'activité « Agriculture et industries agro-alimentaires » est resté négatif tout au long de la période 1993-2014. Quant au taux de couverture des importations par les exportations lors de la période, il a dépassé 90% en 1994 (91,1%) et 2006 (99,4%) et accusé son niveau le plus bas en 2002 (48,8%). Mais dans l'ensemble, l'incorporation des industries agroalimentaires ne semble agir de façon significative sur lui comme le montre le graphique ci-dessous.



A l'exception de l'année 2007 où il a dépassé 100%, le taux de couverture des importations par les exportations de l'activité « Energie et lubrifiants » est sous cette barre. Entre 1993 et 2014, ce taux a varié entre 104,6% (son niveau le plus élevé) en 2007 et 50,4% (son niveau le plus bas) en 2014. En fait, la tendance à la baisse s'est amorcée dès 2009, le taux passant de 94,6% en 2009 à 87,3% en 2010, à 76,0% en 2011, à 69,5% en 2012, à 62,1% en 2013 et à 50,4% en 2014. Comparée à la courbe du taux de couverture en terme de produits énergétiques, celle de l'activité « Energie et lubrifiants » accuse une évolution quasi similaire.



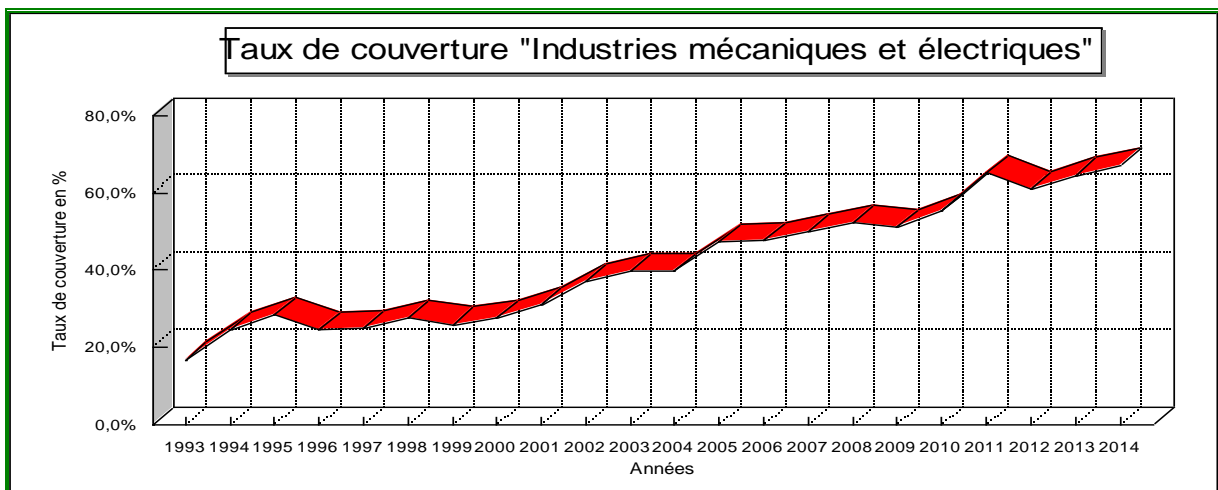
Ce n'est évidemment pas le cas de l'activité « Mines, phosphates et dérivés » dont le taux de couverture n'est jamais descendu sous la barre de 173,6% enregistrée en 2014 (son niveau le plus bas) après avoir atteint en 1999 son niveau le plus élevé (381,3%). Toutefois, la tendance à la baisse du taux de couverture est marquée depuis 2009 (314,9%) puisque le taux a chuté à 307,8% en 2010, à 192,3% en 2011, à 181,5% en 2012 pour se redresser légèrement en 2013 (187,5%) avant de descendre à 173,6% en 2014.



Le solde du secteur d'activité « Textile, habillement et cuir » a été constamment excédentaire entre 1993 et 2014, mais le taux de couverture du secteur a plafonné à 155,5% en 2006, ce qui le situe loin du plafond enregistré par le secteur d'activité « Mines, phosphates et dérivés » en 1999 (381,3%). N'empêche, le taux de couverture du secteur est resté supérieur à 100% entre 2011 et 2014 alors que la tendance à la baisse s'est amorcée à partir de 2005. Comme nous le verrons plus tard, cette tendance n'est pas sans lien avec l'évolution du contenu en importations des exportations du secteur.

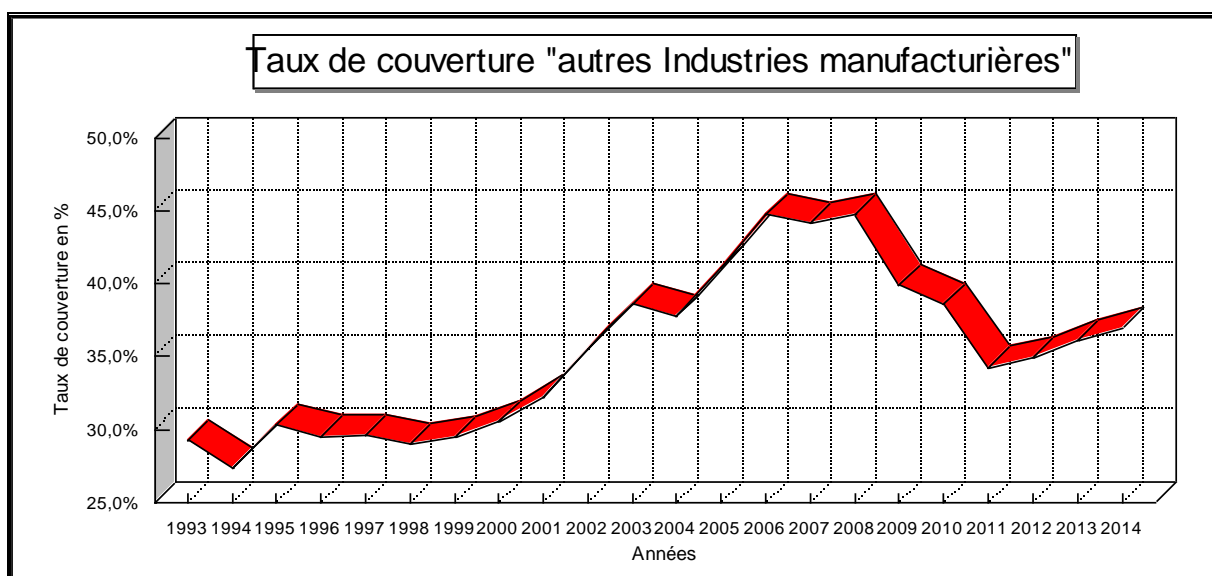


Le solde de la branche « Industries mécaniques et électriques » est resté constamment déficitaire entre 1993 et 2014. En effet, le taux de couverture des importations par les exportations est resté inférieur à 100% tout au long de la période même s'il a connu entre-temps quelques améliorations chaotiques le faisant passer de 16,8% en 1993 à 50% en 2007 et à 67% en 2014, et ce malgré la crise financière internationale de 2008 et l'impact des évènements survenus après le 14 Janvier 2011. Bilan commercial en amélioration certes, mais qui reste préoccupant au regard du poids que prennent les IME dans la production et l'exportation.



En effet, c'est le déficit du secteur IME qui pèse le plus lourd sur la balance commerciale dans son ensemble. Ce déficit atteint en 2014 près de - 5708,9 MD. Si l'on y ajoute le déficit des autres industries manufacturières (-4627,8 MD), on constate qu'à elle seule, l'industrie manufacturière a contribué pour près du 3/4 au déficit de la balance commerciale en moyenne au cours de ces dernières années.

La rubrique « Autres industries manufacturières » regroupe les IMCCV, les industries chimiques, l'industrie du bois et de l'ameublement, l'industrie du papier, de l'imprimerie et de l'édition, la fabrication de produits et de matières plastiques ainsi que les industries diverses. Son taux de couverture est le plus bas de toute l'économie tunisienne. Il s'est situé en 2014 à 37% contre 50,4% pour l'activité « Energie et lubrifiants » ; 53,6% pour l'agriculture et les industries agro-alimentaires ; 67% pour les IME ; 134% pour le THC et 173,6% pour les mines, phosphates et dérivés. Jamais le taux de couverture du secteur n'est allé au-delà de 44,8% enregistré en 2006.



Cependant, la rubrique « autres industries manufacturières » cache des disparités remarquables au niveau du taux de couverture. Ainsi les IMCCV ont un taux de couverture de 81% en 2012 contre 145% en 2008 résultant pour l'essentiel d'un accroissement des importations de matières premières et de certains produits finis et semi-finis. Les industries chimiques qui regroupent la chimie de base, l'industrie du plastique, l'industrie de caoutchouc et du pneumatique, l'industrie pharmaceutique, la parachimie, le raffinage du pétrole et quelques produits chimiques ont eu un taux de couverture moyen de 67% entre 2008 et 2012.

Au niveau des importations des industries chimiques, il faut noter que c'est l'industrie du plastique qui accapare à elle seule 34% des importations des ICH en 2012 contre 20% pour la chimie de base. Quant aux exportations de la branche, les sous-branches « Engrais » et « Chimie inorganique » se distinguent chacune avec 32% des exportations des ICH contre 23% pour l'industrie du plastique.

Solde commercial par secteur d'activité en MD

	Agr/IAA	Ener/Lub.	Min/Phos/D	THC	IME	Autres Ind. Manufact.	Ensemble
1993	-95,6	-34,7	227,3	362,1	-2187,7	-715,3	-2443,9
1994	-59,4	-29,9	297,4	595,0	-1905,8	-863,0	-1965,7
1995	-441,1	-74,4	346,1	500,4	-1801,0	-921,4	-2391,4
1996	-337,5	-28,2	422,5	751,6	-2047,6	-887,3	-2126,5
1997	-274,0	-103,9	462,8	774,8	-2502,6	-982,7	-2625,6
1998	-377,3	-98,9	514,0	641,1	-2741,7	-1075,4	-3138,2
1999	-64,6	-143,8	525,7	794,4	-3210,5	-1075,8	-3174,6
2000	-269,2	-230,6	479,4	1151,0	-3451,3	-1282,5	-3603,2
2001	-397,0	-395,7	528,4	1260,9	-3755,0	-1503,0	-4261,4
2002	-730,4	-291,1	505,7	1403,2	-3219,1	-1440,5	-3772,2
2003	-511,7	-423,6	367,2	1471,1	-3255,0	-1344,2	-3696,2
2004	-162,5	-497,0	495,4	1785,0	-3930,9	-1580,7	-3890,7
2005	-173,9	-510,4	531,9	1829,6	-3499,2	-1672,1	-3494,1
2006	-10,7	-941,4	585,7	1837,7	-4237,7	-1738,3	-4504,7
2007	-673,5	136,9	861,7	1957,0	-5193,1	-2130,4	-5041,4
2008	-1160,7	-834,2	1420,9	2022,2	-5687,5	-2363,7	-6603,0
2009	-583,2	-152,0	1133,0	1810,4	-5753,0	-2651,4	-6196,2
2010	-1251,1	-483,4	1457,1	1799,2	-6541,8	-3278,4	-8298,4
2011	-1366,8	-1149,9	624,2	1857,8	-4942,7	-3633,0	-8610,4
2012	-1636,6	-1954,2	785,6	1654,6	-6238,0	-4146,2	-11534,8
2013	-1726,8	-2568,1	773,5	1753,7	-5683,4	-4420,1	-11871,2
2014	-1984,7	-3649,5	685,8	1640,1	-5709,4	-4628,1	-13645,8

(Tableau confectionné à partir des données mensuelles fournies par l'INS)

Commentaires :

1. Même quand la balance énergétique n'accusait pas encore un déficit important, ce sont les industries manufacturières qui étaient l'origine première du déficit de la balance commerciale par activité.
2. A elle seule, la branche des IME accuse entre 2011-2014 un déficit de sa balance commerciale supérieur à celui de l'agriculture et des industries agro-alimentaires d'une part, de l'énergie des lubrifiants d'autre part.
3. Les THC ont toujours eu une balance commerciale excédentaire quoique le solde se soit érodé depuis 2008.
4. Les remarques faites ici et en conclusion des soldes commerciaux par produit nous renvoient au distinguo existant entre solde commercial et balance en devises d'une part, à l'évolution du contenu en importations des exportations d'autre part.

Taux de couverture par activité

	Agr/IAA	Ener/Lub.	Min/Phos/D	THC	IME	Autres ind. manufacturières	Ensemble
1993	82,1%	92,4%	277,3%	125,6%	16,8%	29,2%	60,9%
1994	91,1%	93,7%	286,9%	136,3%	24,6%	27,3%	70,7%
1995	53,9%	85,4%	293,2%	126,6%	28,3%	30,3%	69,3%
1996	54,5%	95,2%	319,3%	137,7%	24,6%	29,5%	71,6%
1997	71,3%	84,3%	323,5%	134,9%	24,9%	29,6%	69,9%
1998	62,4%	78,1%	373,5%	125,2%	27,6%	29,0%	68,7%
1999	92,4%	77,6%	381,3%	131,5%	25,9%	29,4%	69,2%
2000	72,7%	80,8%	301,9%	142,9%	27,7%	30,5%	68,2%
2001	66,4%	68,9%	323,3%	137,6%	30,9%	32,3%	69,6%
2002	48,8%	75,8%	330,7%	142,1%	37,0%	35,6%	72,2%
2003	59,4%	70,9%	215,2%	143,1%	39,8%	38,6%	73,7%
2004	89,4%	70,0%	234,1%	153,7%	39,8%	37,8%	75,5%
2005	89,3%	77,5%	226,3%	155,4%	47,3%	41,2%	79,8%
2006	99,4%	68,2%	230,8%	155,5%	47,7%	44,8%	77,8%
2007	73,7%	104,6%	276,9%	148,6%	50,0%	44,1%	79,4%
2008	65,0%	83,0%	182,1%	149,6%	52,3%	44,8%	78,2%
2009	76,0%	94,6%	314,9%	148,0%	51,1%	39,9%	75,2%
2010	60,0%	87,3%	307,8%	142,5%	55,2%	38,6%	73,9%
2011	65,5%	76,0%	192,3%	141,1%	65,2%	34,3%	74,5%
2012	61,2%	69,5%	181,5%	138,7%	60,9%	35,0%	69,5%
2013	61,3%	62,1%	187,5%	139,2%	64,6%	36,1%	70,1%
2014	53,6%	50,4%	173,6%	134,0%	67,0%	37,0%	67,6%

(Tableau confectionné à partir des données mensuelles fournies par l'INS)

Commentaires

1. Le taux de couverture des industries manufacturières autres que les THC et les IME reste faible comparativement à celui des autres branches composant le secteur et même à celui de l'Agriculture et des IAA d'une part, celui des Energies et Lubrifiants d'autre part.
2. Le regroupement IME cache des variations sensibles au niveau du taux de couverture. Les industries mécaniques et métallurgiques (IMM) n'ont enregistré qu'un taux moyen de 28% entre 2008 et 2012 alors que les industries électriques, électroniques et de l'électroménager (IEEE) ont enregistré un taux moyen de 102% au cours de la même période.
3. Dans la rubrique « autres industries manufacturières », il existe des variations notables au niveau du taux de couverture. Ainsi, la filière « Bois Liège et Ameublement » s'est distinguée par un taux très faible, 10% en 2012 comparativement à celui de la branche « Papeterie » 35%

Repères

1-Le solde commercial reflète le résultat des échanges extérieurs en valeurs courantes (exportation - importation) d'un produit ou d'un groupe de produits, d'une activité ou d'un groupe d'activités. Par contre, le bilan en devises prend en compte les importations qui concernent, directement et indirectement, la demande finale adressée à telle ou telle branche. Dans ce cas, on défalque les exportations en valeur des importations incorporées pour les produire en valeur. Aussi les résultats de l'approche sectorielle du commerce extérieur par solde ne se recourent forcément pas avec les résultats de l'approche par la balance de devises même si la concordance existe pour l'ensemble des biens et services comme on le constate dans l'exemple ci-dessous.

Bilan devises (BD) et solde commercial (SC) en MD

Secteur	1980		1985		1986		1987	
	BD	SC	BD	SC	BD	SC	BD	SC
Agriculture, Pêche et IAA	-178,7	-146,0	-304,8	-161,7	-239,9	-13,7	-187,7	-63,8
Indust. Manuf. non aliment	-348,7	-598,8	-587,5	-1004,7	-508,6	-946,3	-347,2	-827,6
Indust. non manufact.	+166,4	+253,7	+232,6	+321,6	+51,6	+181,9	+39,8	+192,4
Services non administ.	+170,4	+300,5	+263,3	+421,1	+188,7	+390,0	+414,9	+618,7
Ensemble de biens et services	-190,5	-190,5	-423,5	-423,4	-508,1	-508,1	-80,3	-80,3

Source : ITCEQ

2-Pour exporter une valeur d'un dinar en 1990, l'économie tunisienne dans son ensemble devait importer pour 350 millimes en moyenne. Quatre groupes d'activité sont à distinguer en 1990 au niveau du contenu en importations des exportations. Le premier regroupe les IME (83,4%), les industries diverses (67,8%), les THC (66,9%) et la Chimie (65%). Le second, les IMCCV (47,5%), les IAA (38,8%), le BTP (32,1%) et les industries extractives (28,8%). Le troisième regroupe les activités à faible contenu de leurs exportations en importations. Il s'agit des Hydrocarbures (22,6%), de l'Electricité (18,8%), des Télécommunications (17,9%) et de l'Agriculture (17,7%). Le quatrième se distingue par un contenu trop faible ou marginal. Il s'agit de l'Eau (15,4%), du commerce (15,1%), de la Pêche (12,3%) et des services divers (10,1%). Au final, ce sont bien les industries manufacturières qui se distinguent par un fort contenu en importations de leurs exportations.

Pour exporter pour une valeur d'un dinar en 1990, les IME devaient importer pour 834 millimes, les industries diverses pour 678 millimes, les THC pour 669 millimes, les IMCCV pour 475 millimes et les IAA pour 388 millimes. Entre 1980 et 1990, les THC sont passées de 500 millimes à 669 millimes, les industries diverses de 598 millimes à 678 millimes, et les IMCCV de 391 millimes à 475 millimes. Si on place les choses au niveau des effets induits, on constate que les IME ne sont pas nécessairement les industries produisant les effets induits les plus élevés.

Contenu en importations des exportations (1980-1990) en %

Activité	1980	1990
Agriculture	14,1	17,7
Pêche	6,5	12,3
IAA	38,9	38,8
IMCCV	39,1	47,5
IME	83,2	83,4
Chimie	51,1	65,0
THC	50,0	66,9
Industries diverses	59,8	67,8
Industries extractives	50,2	28,8
Hydrocarbure	45,0	22,6
Electricité	0,0	18,8
Eau	0,0	15,4
BTP	0,0	32,1
Commerce	30,5	15,1
Télécommunications	26,7	17,9
Services divers*	6,9	10,1
Moyenne	38,6	35,0

Source : ITCEQ, (*) Pondérée par la structure des exportations

3- Durant les premières années de l'Indépendance, les exportations étaient dominées par les matières premières et les produits demi finis d'une part, les produits agricoles d'autre part ; les importations par les produits finis (biens d'équipement + biens de consommations durables). Ce schéma est évidemment caractéristique du sous-développement. Entre 2008-2010, les exportations de produits agricoles alimentaires (huile d'olive, agrumes, dattes, pêche, etc.) sont devenues relativement marginales dans le total des exportations du pays. A l'inverse, les exportations de produits finis, marginales entre 1963-65, sont devenues importantes, plus de 50% des exportations en moyenne. Au niveau des importations, la Tunisie importe moins en % de produits alimentaires en 2008-2009-2010 qu'en 1963-64-65, en raison de l'accroissement de la production de produits agricoles autres que les céréales (lait, viande, notamment), mais les importations « vitales » continuent à concerner les biens d'équipement et les produits semi-finis destinés à la production.

Structure des échanges en % 1963-64-65

Exportations				Importations			
Produits	1963	1964	1965	Produits	1963	1964	1965
Alimentation humaine	61,0	59,9	40,8	Alimentation humaine	16,5	15,4	13,8
Matières premières et semi-finis (Energie comprise)	37,0	38,5	55,6	Matières premières et semi-finis (Energie comprise)	37,1	37,2	37,6
Finis (Equipement+Consommation durable)	2,0	2,6	3,6	Finis (Equipement+Consommation durable)	46,4	47,4	48,6
Total	100,0	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0

Structure des échanges en % 2008-09-10

Exportations				Importations			
Produits	2008	2009	2010	Produits	2008	2009	2010
Alimentation humaine	5,3	5,1	4,0	Alimentation humaine	7,6	4,7	5,7
Matières premières et semi-finis (Energie comprise)	48,9	42,0	44,8	Matières premières et semi-finis (Energie comprise)	59,3	52,5	53,7
Finis (Equipelement+Consommation durable)	45,8	53,0	51,2	Finis (Equipelement+Consommation durable)	33,1	42,8	40,6
Total	100,0	100,0	100,0		100,0	100,0	100,0

4-A l'heure actuelle, les principaux produits agricoles exportés sont l'huile d'olive, les poissons, crustacés et mollusques et les dattes. Les agrumes ne représentent plus que 1,3% des exportations de ce groupe en 2012-2013 (moyenne de 2,4% entre 1993 et 2013) contre 15,2% en 1965 et 14,4% en 1964. Les exportations d'huile d'olive continuent d'occuper la première place des principaux produits agricoles exportés avec 50,9% en 2012 et 56,8% en 2013 de l'exportation de ce groupe de produits contre respectivement 29,5% et 26,3% pour les dattes, 18,3% et 15,5% pour les poissons, crustacés et mollusques. .

Part en % de certains produits dans les principaux produits agricoles exportés

	Huile d'olive	Poissons, crustacés et mollusques	Dattes	Agrumes	Ensemble	En MD
1993	54,7%	27,7%	14,7%	3,0%	100,0%	324,4
1994	27,0%	68,0%	4,4%	0,6%	100,0%	1297,5
1995	60,2%	20,6%	16,2%	2,9%	100,0%	359,6
1996	44,4%	34,5%	17,7%	3,4%	100,0%	263,7
1997	63,5%	23,7%	11,5%	1,4%	100,0%	454,5
1998	50,9%	30,1%	16,8%	2,3%	100,0%	418,0
1999	69,6%	18,6%	10,2%	1,5%	100,0%	549,6
2000	58,7%	26,7%	11,7%	2,8%	100,0%	449,4
2001	45,0%	28,4%	23,7%	2,9%	100,0%	445,2
2002	18,6%	44,9%	32,5%	4,0%	100,0%	299,9
2003	31,2%	39,5%	26,0%	3,3%	100,0%	366,1
2004	72,2%	15,6%	10,7%	1,4%	100,0%	980,3
2005	57,8%	24,5%	15,8%	1,8%	100,0%	824,9
2006	70,0%	18,9%	9,8%	1,3%	100,0%	1193,4
2007	60,3%	20,2%	18,3%	1,2%	100,0%	1153,4
2008	61,7%	19,3%	17,0%	2,0%	100,0%	1230,8
2009	54,7%	18,7%	24,4%	2,2%	100,0%	974,5
2010	47,4%	19,7%	30,5%	2,3%	100,0%	936,9
2011	41,5%	26,0%	30,6%	1,9%	100,0%	973,2
2012	50,9%	18,3%	29,5%	1,3%	100,0%	1166,2
2013	56,8%	15,5%	26,3%	1,3%	100,0%	1442,8

Les principaux produits agricoles importés sont : le blé tendre, le blé dur, l'orge, le maïs, les huiles végétales et le sucre ; à un degré moindre le thé, la viande, le café, les pommes de terre, les tourteaux de Soja, les laits et dérivés et le tabac brut. En fait les céréales, qu'elles soient destinées à l'alimentation humaine ou à l'alimentation animale, représentent en 2013 près de 61,4% des importations des principaux produits agricoles. En 2013, les importations des huiles végétales ne représentent que 16,1% de ce groupe ; le sucre 10,6% ; le thé 3,2% ; les laits et dérivés 2,8% ; le tabac brut 2,2% ; la viande 1,8% ; les pommes de terre 1,4% et thé 0,7% seulement. Pour la période 1993-2013, le rang des uns et des autres de ces produits par rapport aux principaux produits agricoles importés reste à peu près le même.

Part en % de certains produits dans les principaux produits agricoles importés

Année	Blé dur	Blé tendre	Orge	Maïs	Pomme de terre	Café	Thé	Viande	Laits et dérivés	Huiles végétales	Sucre	Tourteaux de Soja	Tabac brut	Total
1993	1,1	20,1	0,7	8,6	2,7	1,3	4,1	5,9	12,7	15,4	14,5	8,1	4,7	100,0
1994	2,1	16,0	15,7	5,9	2,3	2,7	3,4	2,8	7,2	16,3	16,7	6,5	2,5	100,0
1995	18,4	19,6	10,0	5,7	3,3	3,2	1,4	1,6	6,7	15,0	9,1	3,8	2,1	100,0
1996	9,1	22,3	0,8	9,9	2,2	2,7	2,8	1,7	4,7	19,1	14,8	6,9	3,1	100,0
1997	7,2	22,6	6,2	9,1	1,8	3,0	3,1	3,5	5,6	13,1	12,1	9,5	3,3	100,0
1998	12,9	18,6	1,8	8,4	3,2	2,6	3,2	2,3	3,2	17,9	13,8	7,6	4,5	100,0
1999	7,1	15,9	3,2	14,5	2,1	3,1	3,6	1,0	3,5	20,8	13,0	8,3	3,8	100,0
2000	10,4	17,1	8,5	13,9	2,2	2,5	3,4	1,4	3,8	14,0	10,1	10,0	2,7	100,0
2001	11,8	18,6	10,8	15,6	2,3	2,5	3,4	0,0	3,5	8,3	9,6	9,9	3,8	100,0
2002	17,4	16,2	10,8	13,1	2,3	1,4	1,9	0,0	3,1	13,0	9,9	9,1	1,9	100,0
2003	14,3	15,8	1,3	11,6	2,4	0,7	1,7	0,5	4,8	22,8	10,0	11,4	2,7	100,0
2004	2,5	20,3	3,3	14,1	2,4	1,6	1,4	3,2	5,0	19,6	9,3	14,8	2,5	100,0
2005	3,4	17,3	11,7	10,8	2,2	1,3	1,7	3,2	4,0	22,2	10,9	8,3	3,1	100,0
2006	7,3	18,6	11,0	8,4	1,5	1,7	1,7	2,0	2,8	22,0	15,4	5,9	1,7	100,0
2007	17,1	20,8	13,7	9,3	3,4	1,6	0,9	1,0	2,5	14,8	8,2	5,3	1,5	100,0
2008	18,5	20,2	7,6	10,6	0,8	2,0	0,9	1,1	3,1	21,8	6,3	5,8	1,4	100,0
2009	13,6	15,4	1,1	11,7	3,4	2,5	1,7	1,9	3,0	20,1	12,6	7,6	5,4	100,0
2010	17,2	17,0	6,4	13,9	1,0	2,1	1,3	1,7	2,5	18,4	14,4	2,3	2,0	100,0
2011	11,4	17,9	3,7	14,0	1,2	3,4	0,7	0,8	2,4	25,0	17,7	0,8	1,0	100,0
2012	11,8	15,6	6,6	14,3	1,2	3,6	0,9	1,8	3,0	20,5	13,3	4,5	2,8	100,0
2013	12,2	19,3	13,3	13,4	1,4	3,2	0,7	1,8	2,8	16,1	10,6	3,2	2,2	100,0

5-Les industries manufacturières occupent une place prépondérante dans les échanges extérieurs du pays. Les exportations du secteur au cours de la période 1993-2014 ont représenté entre 67,1% des exportations de biens du pays en 2011 (le niveau le plus bas) et 76,1% en 2002 et 2003 (le niveau le plus élevé). Ses importations au cours de la même période ont représenté entre 67,1% en 2008 (le niveau le plus bas) et 83,3% en 1999.

Echanges extérieurs des industries manufacturières 1993-2014

	Export en MD	En % des exportations totales	Import en MD	En% des importations totales
1993	2510,9	67,4%	5051,8	81,9%
1994	3183,0	67,8%	5356,8	80,5%
1995	3495,2	70,3%	5717,2	77,6%
1996	3789,3	70,5%	5972,6	79,6%
1997	4240,4	69,0%	6950,9	79,2%
1998	4671,7	73,5%	7847,7	82,7%
1999	4884,4	70,9%	8376,3	83,3%
2000	5723,2	70,4%	9306,0	79,3%
2001	7008,1	74,3%	11005,2	80,3%
2002	7416,9	76,1%	10673,3	78,9%
2003	7874,2	76,1%	11002,3	78,4%
2004	8669,8	71,9%	12396,4	77,7%
2005	9444,3	69,4%	12786,0	74,8%
2006	10422,0	67,9%	14560,3	73,4%
2007	12864,7	66,9%	18231,2	75,1%
2008	14248,8	60,3%	20277,8	67,1%
2009	13348,8	68,5%	19942,8	77,6%
2010	16167,3	68,7%	24188,3	76,0%
2011	17548,9	69,9%	24266,8	72,0%
2012	17870,6	67,1%	26600,2	69,7%
2013	19093,0	68,9%	27442,8	69,4%
2014	20749,8	73,1%	29447,2	70,1%

Les industries manufacturières accaparent les $\frac{3}{4}$ des importations de biens en moyenne. C'est le secteur d'activité le plus « importivore ». C'est aussi le secteur dont le solde commercial pèse le plus lourd sur le déficit de la balance commerciale, même quand le déficit cumulé de l'agriculture et de l'énergie a commencé à peser lourdement sur la balance commerciale entre 2011 et 2014. Cependant le rapport VA/P du secteur est le plus faible de toute l'économie tunisienne. Il n'est jamais allé au-delà du pic enregistré en 2006 (27,2%), loin derrière l'industrie non manufacturière (50% en 2012), les services marchands (68,4% en 2012) et l'agriculture (72,6% en 2012).

VA/Production aux prix courants en %

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
Agriculture et pêche	73,5%	73,5%	73,5%	73,4%	73,9%	73,9%	74,7%	72,6%
Industries manufacturières	26,6%	27,2%	26,8%	26,7%	26,9%	25,5%	26,5%	25,4%
IAA	19,6%	19,0%	18,9%	18,7%	19,7%	19,5%	19,9%	18,7%
Industries du tabac	28,8%	29,1%	29,5%	29,6%	29,5%	29,5%	30,0%	30,0%
THC	28,8%	28,7%	28,7%	28,7%	28,7%	28,8%	28,8%	28,6%
Industries diverses	31,0%	31,1%	31,0%	31,1%	30,8%	30,8%	31,0%	31,4%
Raffinage du pétrole	31,2%	54,6%	50,3%	68,2%	55,9%	38,0%	44,8%	8,7%
Industries chimiques	21,6%	21,5%	21,3%	18,9%	20,0%	19,1%	21,4%	21,8%
IMCCV	42,5%	42,7%	42,9%	42,9%	41,4%	43,0%	42,3%	41,6%
IME	27,6%	27,7%	27,6%	27,5%	27,9%	27,1%	27,2%	27,0%
Industries non manufacturières	46,5%	46,8%	48,2%	50,2%	45,7%	49,0%	49,1%	50,0%
Extraction du pétrole et du gaz	82,1%	83,0%	81,1%	78,2%	81,9%	80,1%	79,7%	80,1%
Mines	50,0%	49,8%	45,7%	49,7%	47,9%	48,9%	43,6%	46,3%
Electricité et gaz	40,0%	36,4%	34,4%	42,8%	38,4%	37,3%	38,6%	43,7%
Eau	68,5%	67,7%	66,4%	71,4%	61,8%	70,6%	71,1%	62,2%
Bâtiment et génie civil	32,9%	32,8%	32,8%	31,9%	30,8%	32,8%	31,5%	31,7%
Services marchands	68,1%	68,5%	67,9%	67,1%	69,4%	69,3%	68,2%	68,4%
Entretien et réparation	38,0%	38,1%	38,1%	38,2%	40,4%	37,7%	43,3%	43,6%
Commerce	71,0%	71,5%	69,4%	64,9%	69,4%	68,3%	58,4%	58,0%
Hôtellerie et restauration	60,5%	60,5%	60,6%	60,7%	61,0%	60,9%	58,5%	60,5%
Transports	64,0%	63,8%	63,9%	65,4%	66,1%	65,8%	65,6%	65,6%
Poste et télécommunications	79,4%	79,4%	81,0%	82,1%	82,1%	82,5%	82,5%	82,5%
Services financiers	80,8%	81,4%	81,9%	83,0%	82,0%	81,2%	80,7%	81,6%
Autres services marchands	68,8%	69,3%	67,3%	65,8%	70,2%	71,3%	75,0%	74,9%

*données provisoires

Au niveau du VA/P, les IMCCV se distinguent, positivement, au sein des industries manufacturières. La raison est que les matières premières utilisées par les IMCCV sont locales en majorité et par là même d'un coût beaucoup moins élevé (cela concerne plus particulièrement les liants, les dérivés du ciment, les produits de carrière et les argiles utilisées par la céramique). Toutefois l'intensité capitalistique qui caractérise les IMCCV aide à ses bonnes performances, ce qui n'est évidemment pas le cas des IAA, moins capitalistiques, dont le rapport VA/P est encore plus faible (moins de 20%). Ce sont par contre les industries mécaniques et électriques et les industries du textile, de l'habillement et du cuir qui se distinguent, négativement, par un rapport VA/P faible, autour de 27,5% en moyenne pour les premières et 28,7% pour les deuxièmes. Cela est dû au fait que les intrants des deux branches citées sont importés en majorité.

6-Le solde du compte des transactions courantes est constitué, schématiquement, par la sommation du solde commercial (FOB), du solde des services (recettes touristiques, balance des voyages, recettes au titre des soins médicaux, balance du transport dont les recettes de la redevance gaz et certains autres services dont les services de communication, informatique, les grands travaux techniques, etc.) et du solde des revenus de facteurs et des transferts courants. Entre 2010 et 2013, le solde des paiements courants est passé de -3012 MD à -6302 MD, le solde de la balance commerciale (FOB) passant entre-temps de -6548 MD à -9635 MD. Lors de cette période, on constate certes le recul du solde des services celui-ci passant de 3522 MD en 2010 à 2102 MD en 2011 (en raison notamment de la baisse des recettes touristiques), l'augmentation des dépenses relatives aux revenus des IDE celles-ci passant de 2374 MD en 2010 à 3721 MD en 2013, mais on relève aussi que les revenus du travail sont repartis à la hausse après la baisse de 2011 passant de 2935 MD en 2010 à 3721 MD en 2013.

Evolution des principaux soldes des paiements courants en MD, source BCT

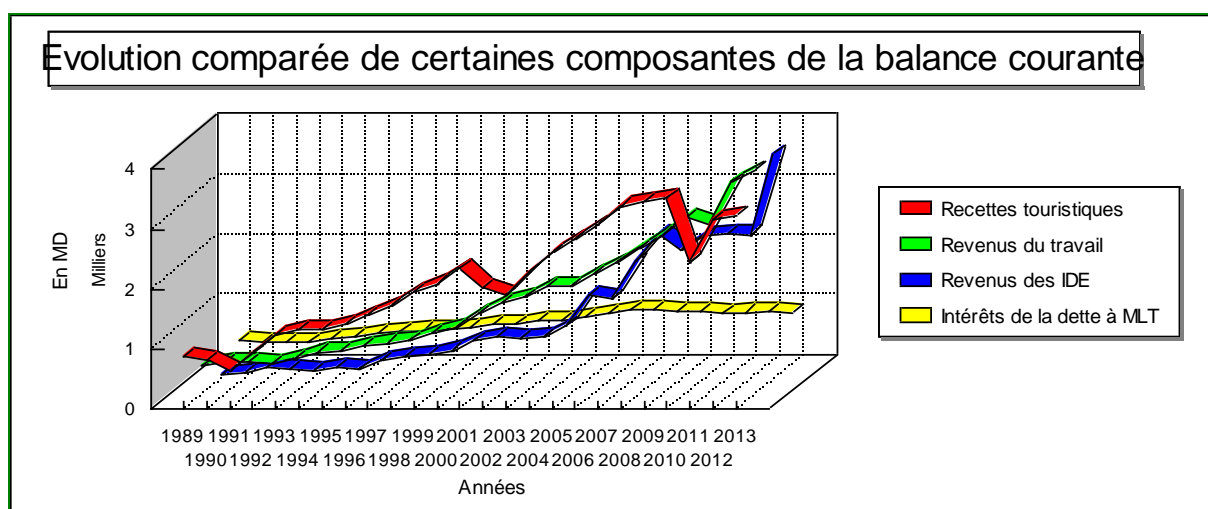
	Solde commercial (FOB)	Solde des services (+)	Dont : recettes touristiques (+)	Solde des revenus des facteurs et des transferts courants	Dont : Revenus du travail (+)	Dont : Revenus IDE (-)	Dont : Intérêts de la dette à MLT terme (-)	Déficit courant
2006	-3345	2450	2825	71	2010	1315	890	-824
2007	-3685	2699	3077	-189	2199	1951	887	-1175
2008	-4941	3257	3390	-425	2436	2412	859	-2109
2009	-4995	3409	3472	-81	2653	2145	872	-1667
2010	-6548	3522	3523	14	2935	2374	835	-3012
2011	-6756	2102	2433	-112	2822	2416	844	-4766
2012	-9535	3053	3175	670	3539	2395	870	-5812
2013	-9635	2634	3221	699	3721	3721	821	-6302

En élargissant la période des observations statistiques, on constate que la variable explicative dominante quant à l'évolution du déficit courant reste le solde commercial. Aucune autre variable n'a pu dégager un coefficient de corrélation aussi fort. Nous avons même procédé à certaines simulations modifiant l'évolution du rythme d'accroissement annuel des recettes touristiques vers la hausse, sans que la dépendance forte qui existe entre solde commercial et solde courant soit remise en question. Sans nier d'aucune manière l'apport bénéfique du tourisme, qui va d'ailleurs au-delà des recettes touristiques elles-mêmes, on peut dire que le secteur touristique n'est pas en mesure de résoudre, à lui seul, le problème du déficit courant comme certains le laissent entendre.

Evolution des principaux soldes des paiements courants en MD, source BCT

	Solde commercial (FOB)	Solde des services	Recettes touristiques	Solde des revenus des facteurs et des transferts courants	Revenus du travail (+)	Revenus IDE (-)	Intérêts de la dette à MLT terme (-)	Déficit courant
1989	-1146	793	881	41	463	65	378	-312
1990	-1474	738	828	138	526	85	353	-598
1991	-1108	532	632	31	527	176	348	-545
1992	-1802	731	945	30	508	161	352	-1041
1993	-2071	682	1230	47	600	122	403	-1342
1994	-1585	911	1318	13	696	189	437	-661
1995	-1881	1081	1323	15	712	165	499	-785
1996	-1756	1336	1413	-134	798	301	520	-554
1997	-2162	1586	1565	-79	846	370	547	-655
1998	-2449	1709	1713	-29	902	384	557	-769
1999	-2550	2001	1954	14	1020	472	578	-535
2000	-3088	2122	2095	-160	1091	641	652	-1126
2001	-3440	2138	2341	61	1334	690	652	-1241
2002	-3019	1750	2021	209	1522	672	706	-1060
2003	-2924	1707	1903	276	1611	692	720	-941
2004	-3027	2048	2290	293	1783	882	777	-686
2005	-2547	2374	2611	-216	1807	1379	840	-389
2006	-3345	2450	2825	71	2010	1315	890	-824

L'évolution de certaines composantes de la balance courante au niveau des recettes (recettes touristiques et revenus du travail) et au niveau des dépenses (revenus des IDE et intérêts de la dette à MLT) montre la montée des dépenses relatives aux revenus des IDE à partir de 2010 en concomitance avec la chute des recettes touristiques et le relatif maintien des revenus du travail. Si ces tendances se confirment dans l'avenir, le rôle équilibrant des recettes touristiques et des revenus du travail qui a perduré par le passé risque de se réduire dangereusement.



Conclusions

Il est arrivé par le passé que le taux de couverture des importations par les exportations soit situé sous les 67,6% enregistrés en 2014, mais jamais le solde de la balance commerciale n'a généré des conséquences aussi négatives sur le solde courant et l'endettement. S'il en a été ainsi au cours de la période 2011-2014, ce n'est pas seulement en raison de l'impact additionnel de la détérioration de la balance énergétique, de la baisse de la production des phosphatés et de la mauvaise situation économique dans la zone Euro, notre principal partenaire commercial et économique. Ce n'est pas non plus le résultat exclusif de la baisse du dinar par rapport au dollar américain et l'Euro, le dollar américain étant dominant au niveau de nos importations (hydrocarbures et produits alimentaires de base) et de nos exportations (hydrocarbures et produits phosphatés), alors que l'Euro l'est au niveau de nos importations en biens d'équipement et de produits semi-finis et de nos exportations en produits agricoles et manufacturés. Outre les choix économiques et financiers malheureux opérés par de tous les gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays depuis cinq ans, force est de constater qu'au final la raison dominante du déficit de la balance commerciale est à rechercher dans la structure même de nos échanges extérieurs.

Solde commercial par type d'utilisation en MD Source : INS

	2011	2012	2013	2014	8 mois 2015
Produits agricoles et alimentaires de base	-1263,8	-1151,1	-1071,0	-1301,0	349,9
Produits énergétiques	-1149,9	-1954,2	-2568,8	-3639,5	-2769,8
Produits miniers et phosphates	624,1	685,6	773,5	684,9	188,7
Autres produits intermédiaires	-7503,8	-7294,9	-7431,9	-7590,4	-4953,8
Produits d'équipement	-8880,4	-6294,7	-5915,8	-5984,8	-4056,7
Autres produits de consommation	5708,3	4374,6	4406,3	4203,3	2642,1

Solde commercial par groupement sectoriel d'activité en MD Source : INS

	2011	2012	2013	2014	8 mois 2015
Agriculture et industries agro-alimentaires	-1366,8	-1636,6	-1716,8	-1984,6	40,3
Energie et lubrifiants	-1149,9	-1954,2	-2568,8	-3639,0	-2769,8
Mines, phosphates et dérivés	624,2	685,6	773,5	686,5	188,7
Textiles, habillement et cuir	1857,8	1654,6	1753,7	1640,8	990,5
Industries mécaniques et électriques	-4942,7	-6238,0	-5683,4	-5708,9	-4156,4
Autres industries manufacturières	-3633,0	-4146,2	-4420,1	-4627,8	-2893,0

En tout état de cause, la conjoncture n'a pas modifié la cause pérenne du déficit de la balance commerciale. En effet, le déficit de la balance commerciale de Tunisie a résidé au cours des dernières années comme au cours des trente dernières années, par produit, dans le déficit de la balance des produits intermédiaires et les produits d'équipement, et par secteur d'activité dans le déficit de la balance de l'industrie manufacturière hors ITHC.

Ce constat, pour irréfutable et redondant qu'il soit, ne cesse pourtant d'être nié. Certains vont même jusqu'à dire que puisque « *le déficit de la balance commerciale est inévitable, le salut de la balance courante réside dans l'amélioration du solde de la balance des services et des transferts courants* ». Cette assertion n'est évidemment pas convaincante. Pire, elle élude la nécessité d'agir, spécifiquement, sur les balances par produit et activité et excuse le maintien du secteur industriel manufacturier dans l'état de sous investissement et d'extraversion qu'il connaît depuis trop longtemps. Or, le secteur manufacturier joue un rôle majeur dans l'amélioration de la productivité de l'économie dans son ensemble, de la diffusion de l'innovation et des créations d'emploi destinées aux diplômés.

L'industrie manufacturière a représenté 14,9% du PIB (aux p.m) en 2014 et 19,7% de la somme des valeurs ajoutées des activités marchandes. On assiste depuis 2008 à la baisse continue de sa part aussi bien dans le PIB (18,1% en 2008) que dans la somme des valeurs ajoutées (23,3%). En fait, les industries manufacturières n'arrivent pas à atteindre une certaine masse critique, une production minimale en quelque sorte, qui leur permet de peser sur la diffusion des connaissances et des technologies à l'ensemble de l'économie et d'accroître ainsi sa productivité globale. Elles n'arrivent pas non plus à instaurer « la remontée des filières » et « l'accomplissement des synergies », deux conditions nécessaires à la pérennisation du processus du développement. On objectera que les impacts négatifs du bas niveau d'intégration de l'industrie peuvent être compensés, au niveau de la balance commerciale du moins, par l'amélioration de la productivité et de la VA sauf qu'il existe, dans les faits comme en théorie, une interdépendance solide entre ces trois paramètres.

S'agissant de l'eau et de l'énergie, le temps est venu de s'interroger avec calme et discernement sur leur gestion et leur allocation sectorielle. Notre pays est en situation de « stress hydrique », certains disent en situation de pénurie. A ce risque, s'ajoutent la dégradation et la contamination des ressources en eau. Un problème d'égale gravité se pose au niveau de la consommation d'énergie. Actuellement, l'industrie accapare, en moyenne, 36% de l'énergie consommée, contre 30% pour le transport, 17% pour le résidentiel, 10% pour le tertiaire et 7% pour l'agriculture. La branche industrielle la plus énergétivore est celle des IMCVV (61% du total industriel), suivies des industries chimiques (12%), des IAA (9%) et des IME et ITHC (4% chacune).

Des choix économiques clairs doivent donc être fixés, et cela ne peut se faire que dans le cadre d'un Plan de développement stratégique tranchant dans sa conception et ses objectifs avec les Plans d'antan. Toutefois, ce Plan ne peut pas reposer sur des ruines. Il devient impératif dès lors d'appliquer un plan de sauvetage économique et financier ayant pour priorité l'assainissement des finances publiques et sociales (retraites et assurances maladie) et la mise en route de certaines réformes essentielles dont la réforme de la fiscalité et de la politique des revenus et des transferts sociaux. Ce plan de sauvetage devrait être mis en route au plutôt, qu'il soit conçu comme un préalable ou comme partie intégrante du Plan stratégique lui-même.